



**RÉSEAU
OUEST
NORMAND**
pôle métropolitain

**Extrait du Registre des Délibérations
du Comité Syndical
Séance du vendredi 3 mars 2023**

DCS05-2023

Le 3 mars 2023, à 12h, le Comité Syndical du Pôle Métropolitain Réseau Ouest Normand, régulièrement convoqué le 23 février 2023, s'est réuni, dans sa composition prévue à l'article 3-1 des statuts du pôle métropolitain, à l'Hémicycle de la CU Caen la mer, à Caen, sur convocation adressée à ses membres par Monsieur Michel PEYRE, Doyen d'âge, qui préside la séance.

A l'issue de son élection, M. Joël BRUNEAU, préside la séance.

Nombre de délégués en exercice : 47
Quorum requis : 24
Présents : 27 (dont 2 sans vote)
Pouvoirs : 8
Votants : 33

Excusés : 13

Étaient présents :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Joël BRUNEAU, M. Rodolphe THOMAS

Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglo : M. Laurent PIEN, M. Dominique PAIN (délégué suppléant)

Communauté d'Agglomération Flers-Agglo : M. Yves GOASDOUE

Communauté d'Agglomération Le Cotentin : M. Patrick LERENDU, Mme Odile THOMINET, Mme Véronique MARTIN-MORVAN

Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie : M. François AUBEY

Communauté de Communes Val es Dunes : Mme Marie-Françoise ISABEL (déléguée suppléante)

Communauté de Communes Cingal – Suisse Normande : M. Olivier GUILLEMETTE (délégué suppléant)

Communauté de Communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Hubert PICARD

Communauté de Communes Cœur de Nacre : M. Thierry LEFORT, M. Philippe CHANU (délégué suppléant – ne prend pas part aux votes)

Communauté de Communes Pays de Falaise : M. Jean-Philippe MESNIL

Communauté de Communes Normandie Cabourg Pays d'Auge : M. François VANNIER

Communauté de Communes Coutances Mer et Bocage : M. Daniel LEFRANC, M. Jean-René BINET, Mme Gisèle ALEXANDRE (déléguée suppléante – ne prend pas part aux votes)

Communauté de Communes Bayeux Intercom : M. Arnaud TANQUEREL

Communauté de Communes Granville Terre et Mer : M. Michel PEYRE

Communauté de Communes Intercom de la Vire au Noireau : M. Marc ANDREU SABATER

**Adoption du
Règlement intérieur**

DCS05-2023 : Adoption du règlement intérieur

Communauté de Communes Argentan Intercom : M. Michel LERAT, Mme Brigitte GASSEAU (déléguée suppléante)

Communauté de Communes Côte Ouest Centre Manche : M. Henri LEMOIGNE

Conseil Départemental du Calvados : M. Ludovic ROBERT

Conseil Départemental de la Manche : M. Benoît FIDELIN

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Communauté d'Agglomération Le Cotentin : M. Benoît ARRIVE (pouvoir à M. Patrick LERENDU)

Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie : M. Sébastien LECLERC (pouvoir à M. Rodolphe THOMAS)

Communauté de Communes Normandie Cabourg Pays d'Auge : Mme Sophie GAUGAIN (pouvoir à M. François VANNIER)

Communauté de Communes Domfront Tinchebray Interco : M. Bernard SOUL (pouvoir à M. Marc ANDREU SABATER)

Communauté de Communes Granville Terre et Mer : Mme Annaïg LE JOSSIC (pouvoir à M. Michel PEYRE)

Communauté de Communes Villedieu Intercom : M. Charly VARIN (pouvoir à M. Jean-René BINET)

Conseil Départemental du Calvados : M. Patrick JEANNENEZ (pouvoir à M. Ludovic ROBERT)

Conseil Départemental de l'Orne : M. Jérôme NURY (pouvoir à M. Joël BRUNEAU)

Etaient excusés :

Communauté Urbaine d'Alençon : M. Joaquim PUEYO

Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglo : M. Fabrice LEMAZURIER, Mme Emmanuelle LEJEUNE

Communauté d'Agglomération Le Cotentin : M. David MARGUERITTE, M. Arnaud CATHERINE (délégué suppléant)

Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie : Mme Clotilde VALTER

Communauté de Communes Val es Dunes : M. Philippe PESQUEREL

Communauté de Communes Cingal – Suisse Normande : M. Jacky LEHUGEUR

Communauté de Communes Normandie Cabourg Pays d'Auge : M. Pierre MOURARET

Communauté de Communes Baie du Cotentin : M. Jean-Claude COLOMBEL, Mme Catherine KERVADEC (déléguée suppléante)

Communauté de Communes Terre d'Auge : M. Hubert COURSEAUX, M. Yves DESHAYES (délégué suppléant)

Assistaient également à la réunion (sans vote):

Communauté Urbaine Caen la mer : Mme Sonia DE LA PROVOTE, M. Michel LAFONT

Adoption du Règlement intérieur

Exposé :

Le comité syndical a été installé.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit, dans son article L. 2121-8, que :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif. »

Le Pôle Métropolitain Réseau Ouest Normand, syndicat mixte ouvert, fixe également en partie dans ses statuts les conditions de fonctionnement du Comité syndical.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Comité syndical qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce règlement intérieur a pour objet de définir les modalités relatives au fonctionnement du Comité syndical, du bureau ainsi que des commissions du Pôle Métropolitain Réseau Ouest Normand et ce, en conformité avec les dispositions du CGCT, telles qu'elles ont été complétées ou modifiées par la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locale, la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Proposition :

Il est proposé au Comité syndical d'ADOPTER le règlement intérieur, en annexe à la présente délibération.

Vote :

Le Comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **ADOPTE** le règlement intérieur tel que joint en annexe.
- **DIT** que cette délibération sera transmise en Préfecture, aux EPCI et Départements membres actuels du Pôle métropolitain.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du président du syndicat mixte, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un délai de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Pour extrait conforme

Le Président


Joël BRUNEAU



Envoyé en préfecture le 08/03/2023

Reçu en préfecture le 08/03/2023

Publié le



ID : 014-251403184-20230303-DCS05_2023RON-DE

